



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 72.214/4
du 17 octobre 2022

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
29 octobre 2001 relatif à la
désignation et à l'exercice des
fonctions de management dans
les services publics fédéraux et
les services publics fédéraux de
programmation et l'arrêté royal
du 2 octobre 2002 relatif à la
désignation et à l'exercice des
fonctions d'encadrement dans
les services publics fédéraux et
les services publics fédéraux de
programmation'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 72.214/4
van 17 oktober 2022

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
29 oktober 2001 betreffende de
aanduiding en de uitoefening
van de managementfuncties in
de federale overheidsdiensten
en de programmatorische
federale overheidsdiensten en
het koninklijk besluit van
2 oktober 2002 betreffende de
aanduiding en de uitoefening
van de staffuncties in de
federale overheidsdiensten en
de programmatorische federale
overheidsdiensten'

Le 19 septembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation et l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 octobre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 octobre 2022.

*

Op 19 september 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 oktober 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le rapport au Roi ne comporte pas de commentaire des articles et gagnerait à être dûment complété sur ce point afin de permettre aux destinataires des règles qu'énonce le projet à l'examen, d'appréhender correctement leur portée. Y seront ainsi explicités plus avant, par exemple, le contenu du test éliminatoire prévu par l'article 7, § 3, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (article 6 du projet), ainsi que le régime applicable à celui dont le mandat prend fin de plein droit en application de l'article 20, § 1^{er}, 6^o, en projet du même arrêté (article 13 du projet), ce dans le respect du principe d'égalité, sachant que l'article 21 de cet arrêté royal du 29 octobre 2001 ne s'applique pas à cette situation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Comme en a convenu le délégué de la Ministre, l'intitulé de l'arrêté royal en projet ne correspond que partiellement à sa portée.

En effet, si le texte en projet tend à modifier trois arrêtés royaux, dont l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (articles 2 à 15 du projet), et à en abroger un autre, en l'occurrence l'arrêté royal du 2 octobre 2002 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' (article 21 du projet), il apporte toutefois également des modifications à l'arrêté royal du 7 novembre 2000 'portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral' (article 1^{er} du projet) et à l'arrêté royal du 8 mars 2001 'fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966' (article 16 du projet).

L'intitulé et le préambule seront revus en conséquence.

PRÉAMBULE

1. Après l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'ajouter deux alinéas afin d'y viser respectivement l'arrêté royal du 7 novembre 2000 et l'arrêté royal du 8 mars 2001 ¹.
2. À l'alinéa 5, il y a lieu d'écrire « Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget (... la suite comme au projet) ».

DISPOSITIF

Article 6

La précision selon laquelle l'inscription des candidats dans un des groupes A « très apte », B « apte », C « moins apte », et D « pas apte » doit être motivée, est inutile au regard de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs ».

L'article 7, § 2, alinéa 4, seconde phrase, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 sera omis.

La même observation vaut pour l'article 8, §§ 1^{er}, alinéa 2, et 2, alinéa 1^{er}, en projet.

Article 7

1. La section de législation s'interroge sur la portée des mots « Sauf exception motivée » dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, d'autant qu'une telle exception risque de faire perdre tout son sens à la disposition en projet qui tend à imposer le respect d'un ratio de répartition égale entre sexes pour les membres de la commission de sélection (à l'exception du président) à partir du 1^{er} janvier 2023.

Le rapport au Roi indique :

« Lorsqu'il s'avère qu'en raison de la spécificité de la fonction de management à pourvoir (et/ou du domaine d'activités concerné), il n'est pas possible de réunir une commission qui respecte la répartition égale entre sexes, le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui peut prendre une décision motivée d'y déroger et ainsi d'organiser une commission de sélection sur base d'une répartition un tiers/deux tiers (cf. situation jusqu'au 31 décembre 2022).

La décision de dérogation susmentionnée est jointe à la proposition de composition du jury qui est adressée au ministre de la Fonction publique et fait partie intégrante du dossier relatif à la procédure de sélection ».

La précision selon laquelle en cas d'exception, la commission de sélection respectera le ratio un tiers/deux tiers figurera dans le dispositif.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 19, c), 29 et 30.

L'article 7, premier tiret, sera complété en conséquence.

2. Comme en a convenu le délégué de la Ministre, la portée de l'article 8, § 2*bis*, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, se rapporte davantage au processus de sélection qui est envisagé par l'article 6 du projet (voir l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, du même arrêté royal) qu'à la composition de la commission de sélection.

L'article 7, troisième tiret, trouverait mieux sa place dans l'article 6.

Article 9

L'article 9, premier tiret, complète l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001. Or, cet alinéa se compose d'une phrase introductive suivie d'une énumération. Il convient de revoir la disposition en manière telle que la règle en projet ne soit pas insérée à la fin d'une énumération.

Article 12

Les mots « que nécessaire » donnent erronément à penser que les mots « ou - 3 » ne devraient pas être systématiquement abrogés. Ils seront omis.

Article 16

De l'accord du délégué de la Ministre, le mot « Encadrement » sera omis car inutile pour faire référence au service fonctionnel Personnel et Organisation ²(voir, l'article 2, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (article 2, deuxième tiret, du projet)).

L'article 16, deuxième tiret, sera revu en ce sens.

Par voie de conséquence la même omission sera opérée à l'article 4 de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 (article 1^{er} du projet).

Article 19

Interrogé sur la notion de « mandat zéro », le délégué de la Ministre a expliqué que le mandat actuel ne compte pas quant au nombre de mandats qu'il est possible d'exercer. En d'autres termes, il pourrait à la suite de ce mandat « en cours » à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal examiné, y avoir non seulement une première désignation dans un mandat mais aussi un éventuel renouvellement de celui-ci.

² Voir l'article 2, § 4, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (article 2, deuxième tiret, du projet).

La disposition sera revue de manière à exprimer plus clairement cette intention, par exemple en énonçant que

« Le mandat en cours à l'entrée en vigueur du présent arrêté royal n'est pas comptabilisé, en cas de nouvelle désignation dans la même fonction de management, pour l'application des règles relatives au renouvellement du mandat ».

Article 20

À l'alinéa 1^{er}, il serait plus précis de renvoyer à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, et à l'alinéa 2, à l'article 5, § 2, du même arrêté royal.

Article 22

L'article 22 énonce :

« Le présent arrêté royal entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ».

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informés, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', alors que cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger.

Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié.

OBSERVATION FINALE

L'auteur du projet vérifiera ce qui suit :

– Le choix de grouper des articles et de diviser le texte en projet en chapitres en les numérotant en conséquence ³.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 62, a). Les articles 1^{er}, 2, 16 et 17, du projet, sont à chaque fois précédés de l'intitulé des arrêtés modifiés par le projet (articles 1^{er}, 2 et 16) ou d'un titre annonçant les mesures transitoires et abrogatoires (article 17). De deux choses l'une, soit il faut omettre les intitulés/titre, soit il faut diviser le texte en projet en quatre chapitres.

– L'indication dans les phrases introductives de l'historique des dispositions modifiées ⁴ (voir les articles 1, 2, 3, 5, 8, 9, 11, 12, 13, 14, du projet).

– L'intitulé précis de l'arrêté royal modifié (article 1^{er} du projet) ⁵.

– La référence exacte de l'article modifié (voir les articles 2, premier tiret, 4, premier tiret, et 13, premier tiret, du projet) ⁶ ou des paragraphes sur lesquels la modification est apportée ⁷ ou de la disposition à laquelle il est renvoyé ⁸.

– L'orthographe du texte en projet (à titre d'exemple, la version française de l'article 6 du projet, (article 7, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001)).

– La bonne insertion des articles en projet (à titre d'exemples, les articles 4 ⁹, 8 ¹⁰, 9 ¹¹, 12 ¹² et 13 ¹³, du projet).

– L'uniformisation de la terminologie utilisée pour l'application des mesures transitoires (aux articles 17, 18 et 19, du projet, il y a lieu d'écrire « en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté royal »).

*

⁴ *Ibid.*, recommandations n^{os} 113 à 115.

⁵ Les mots « (ou service public de programmation) » ne figurent pas dans l'intitulé de l'arrêté royal du 7 novembre 2000.

⁶ La disposition modifiée ne comporte à chaque fois qu'un seul alinéa. Par conséquent la modification en projet sera rédigée en omettant les mots « , alinéa 1^{er} ».

⁷ L'article 13, deuxième tiret, tend à modifier l'article 20, §§ 3 et 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 (et non les paragraphes 2 et 3).

⁸ Le renvoi contenu dans l'article 8 du projet (article 8*bis*, alinéa 3, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, en projet) sera fait à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté du 29 octobre 2001.

⁹ Afin d'assurer la bonne rédaction de l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001, il y a lieu de prévoir son remplacement et non sa modification. La disposition en projet sera rédigée comme suit : « Pour participer aux sélections comparatives pour la fonction de président du comité de direction ou de président, les candidats ... (la suite comme au projet) ».

¹⁰ L'article 8 du projet a pour objet d'insérer un nouvel article 8*bis* dans l'arrêté royal du 29 octobre 2001. Par conséquent, la phrase liminaire sera adaptée car il s'agit d'insérer ce nouvel article entre les articles 8 et 9 (et non entre les articles 7 et 8).

¹¹ Concernant l'article 9 du projet, il est renvoyé à la version de l'article 9 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 telle que modifiée par l'arrêté royal du 15 juin 2004. La rédaction de la disposition en projet sera adaptée en conséquence en ce qui concerne les alinéas modifiés (article 9, deuxième et troisième tirets).

¹² Concernant l'article 12, premier tiret, du projet (article 19, § 2, en projet, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001) la suppression des mots « ou -3 » a pour conséquence qu'il convient d'écrire « d'une fonction de management -1 ou -2 ». L'auteur du projet vérifiera également si cette formulation ne doit pas être privilégiée par rapport à celle utilisée à l'article 13, deuxième tiret, du projet, qui prévoit « -1 et -2 ».

¹³ L'article 20, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 contient déjà un 5^o inséré par l'article 6 de l'arrêté royal du 24 février 2017.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het verslag aan de Koning bevat geen artikelsgewijze bespreking. Het zou op dat punt naar behoren moeten worden aangevuld zodat de adressaten van de regels die het voorliggende ontwerp bevat, de strekking ervan correct kunnen begrijpen. In die bespreking moet bijvoorbeeld nader worden geëxpliciteerd wat de inhoud is van de eliminerende test waarin het ontworpen artikel 7, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ voorziet (artikel 6 van het ontwerp), alsook welke regeling van toepassing is op de persoon wiens mandaat van rechtswege eindigt met toepassing van het ontworpen artikel 20, § 1, 6°, van hetzelfde besluit (artikel 13 van het ontwerp), en dit met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, wetende dat artikel 21 van dat koninklijk besluit van 29 oktober 2001 op die situatie niet van toepassing is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, stemt het opschrift van het ontworpen koninklijk besluit slechts ten dele overeen met de strekking ervan.

De ontworpen tekst strekt immers weliswaar tot wijziging van drie koninklijke besluiten, waaronder het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 (artikelen 2 tot 15 van het ontwerp), en tot opheffing van een ander, *in casu* het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ (artikel 21 van het ontwerp), maar hij brengt daarnaast ook wijzigingen aan in het koninklijk besluit van 7 november 2000 ‘houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan elke federale overheidsdienst’ (artikel 1 van het ontwerp) en in het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966’ (artikel 16 van het ontwerp).

Het opschrift en de aanhef moeten dienovereenkomstig worden herzien.

AANHEF

1. Na het eerste lid moeten twee leden worden toegevoegd waarin wordt verwezen naar respectievelijk het koninklijk besluit van 7 november 2000 en het koninklijk besluit van 8 maart 2001.¹
2. In het vijfde lid dient men te schrijven “Gelet op de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting (voorts zoals in het ontwerp)”.

DISPOSITIEF

Artikel 6

Het is onnodig te bepalen dat de indeling van de kandidaten in groepen - A “zeer geschikt”, B “geschikt”, C “minder geschikt” en D “niet geschikt” - gemotiveerd moet zijn, want dat vereiste vloeit al voort uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

Het ontworpen artikel 7, § 2, vierde lid, tweede zin, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 moet worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, en § 2, eerste lid.

Artikel 7

1. De afdeling Wetgeving heeft vragen over de strekking van de woorden “Behoudens met redenen omklede uitzondering” in het ontworpen artikel 8, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, temeer daar zo’n uitzondering de ontworpen bepaling, die voor de leden van de selectiecommissie (met uitzondering van de voorzitter) een verhoudingsgewijs gelijke genderverdeling vanaf 1 januari 2023 voorschrijft, zinloos dreigt te maken.

In het verslag aan de Koning staat het volgende te lezen:

“Wanneer blijkt dat het wegens de specificiteit van de vacante managementfunctie (en/of van het betrokken activiteitsdomein) niet mogelijk is om een selectiecommissie samen te stellen die de gelijke genderverdeling respecteert, kan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning een gemotiveerde beslissing nemen om daarvan af te wijken, en dus een selectiecommissie samenstellen op basis van een eenderde/tweederde verdeling (cf. situatie tot 31 december 2022).

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 19, c), 29 en 30.

De bovenstaande beslissing van afwijking wordt gevoegd bij het voorstel van samenstelling van de jury dat aan de minister van Ambtenarenzaken wordt bezorgd en maakt integraal deel uit van het dossier van de selectieprocedure.”

De precisering luidens welke de selectiecommissie in geval van uitzondering wordt samengesteld op basis van een eenderde-tweederdeverdeling, moet in het dispositief worden opgenomen.

Artikel 7, eerste streepje, moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, heeft het ontworpen artikel 8, § 2bis, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 inhoudelijk meer betrekking op het selectieproces, bepaald in artikel 6 van het ontwerp (zie het ontworpen artikel 7, § 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit), dan op de samenstelling van de selectiecommissie.

Artikel 7, derde streepje, hoort veeleer thuis in artikel 6.

Artikel 9

Artikel 9, eerste streepje, strekt tot aanvulling van artikel 9, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001. Dat lid bestaat echter uit een inleidende zin, gevolgd door een opsomming. De bepaling dient te worden herzien zodat de ontworpen regel niet op het eind van een opsomming wordt ingevoegd.

Artikel 12

De woorden “dat nodig is” geven verkeerdelijk de indruk dat de woorden “of -3” niet altijd moeten worden opgeheven. Ze moeten worden weggelaten.

Artikel 16

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het woord “stafdienst” moet worden weggelaten aangezien het nutteloos is in de verwijzing naar de functionele dienst Personeel en Organisatie.²

Artikel 16, tweede streepje, moet in die zin worden herzien.

Als gevolg daarvan is eenzelfde aanpassing noodzakelijk in artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 november 2000 (artikel 1 van het ontwerp).

² Zie het ontworpen artikel 2, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 (artikel 2, tweede streepje, van het ontwerp).

Artikel 19

Op een vraag over het begrip “mandaat nul” heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat het huidige mandaat niet meetelt voor het aantal mandaten dat men kan uitoefenen. Met andere woorden: het zou mogelijk zijn dat er, na afloop van dat mandaat dat op de datum van de inwerkingtreding van het voorliggende koninklijk besluit “lopende” is, niet alleen een eerste aanwijzing in een mandaat volgt, maar ook nog eventueel een vernieuwing daarvan.

De bepaling moet worden herzien zodat die bedoeling duidelijker wordt weergegeven, bijvoorbeeld door de volgende formulering:

“Het mandaat dat bij de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit lopende is, wordt in geval van een nieuwe aanstelling in dezelfde managementfunctie niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de regels betreffende de vernieuwing van het mandaat”.

Artikel 20

Het zou correcter zijn in het eerste lid te verwijzen naar artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, en in het tweede lid naar artikel 5, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit.

Artikel 22

Artikel 22 luidt als volgt:

“Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.”

Een dergelijke regel van inwerkingtreding heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit aan het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, terwijl die bepaling ertoe strekt iedereen een redelijke termijn te verschaffen om van de nieuwe regels kennis te nemen.

De voorliggende bepaling dient te worden weggelaten, wat tot gevolg zou hebben dat de gemeenrechtelijke regeling voor de inwerkingtreding zou gelden, tenzij er een bijzondere reden is om daarvan af te wijken.

Als wordt gekozen voor de bewoordingen die in het ontwerp worden gebruikt, moet men zich ervan vergewissen dat de datum van bekendmaking iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.

SLOTOPMERKING

De steller van het ontwerp dient het volgende na te gaan:

- de keuze om de artikelen te groeperen en de ontworpen tekst onder te verdelen in hoofdstukken en die dienovereenkomstig te nummeren;³
- de opgave van de historiek van de gewijzigde bepalingen in de inleidende zinnen⁴ (zie de artikelen 1, 2, 3, 5, 8, 9, 11, 12, 13 en 14 van het ontwerp);
- het precieze opschrift van het gewijzigde koninklijk besluit (artikel 1 van het ontwerp);⁵
- de exacte opgave van het gewijzigde artikel (zie de artikelen 2, eerste streepje, 4, eerste streepje, en 3, eerste streepje, van het ontwerp)⁶ of van de paragrafen waarin de wijziging is aangebracht⁷ of de bepaling waarnaar wordt verwezen;⁸
- de spelling van de ontworpen tekst (bijvoorbeeld de Franse tekst van artikel 6 van het ontwerp – ontworpen artikel 7, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001);

³ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 62, a). De artikelen 1, 2, 16 en 17 van het ontwerp worden telkens voorafgegaan door het opschrift van de besluiten die door het ontwerp worden gewijzigd (artikelen 1, 2 en 16) of door een titel die de overgangs- en opheffingsbepalingen aankondigt (artikel 17). Men moet een keuze maken: ofwel laat men die opschriften en titel weg, ofwel verdeelt men de ontworpen tekst onder in vier hoofdstukken.

⁴ *Ibid.*, aanbevelingen 113 tot 115.

⁵ De woorden “(of programmatorische overheidsdienst)” komen niet voor in het opschrift van het koninklijk besluit van 7 november 2000.

⁶ De gewijzigde bepaling telt telkens maar een enkel lid. Bij de formulering van de ontworpen wijziging moeten de woorden “, eerste lid” bijgevolg worden weggelaten.

⁷ Artikel 13, tweede streepje, strekt tot wijziging van artikel 20, §§ 3 en 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 (en niet tot wijziging van de paragrafen 2 en 3 van dat artikel 20).

⁸ In artikel 8 van het ontwerp (ontworpen artikel 8*bis*, derde lid, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001) moet worden verwezen naar artikel 9, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit van 29 oktober 2001.

– de juiste invoeging van de ontworpen artikelen (bijvoorbeeld de artikelen 4,⁹ 8,¹⁰ 9,¹¹ 12¹² en 13¹³ van het ontwerp);

– de eenvormigheid van de gebruikte terminologie betreffende de toepassing van de overgangsbepalingen (in de artikelen 17, 18 en 19 van het ontwerp dient men te schrijven: “die lopende zijn op de datum van inwerkingtreding van dit koninklijk besluit”).

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁹ Met het oog op een deugdelijke redactie van artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001, dient die bepaling te worden vervangen in plaats van gewijzigd. De ontworpen bepaling moet als volgt worden geredigeerd: “Om deel te nemen aan de vergelijkende selecties voor de functie van voorzitter van het directiecomité of van voorzitter, moeten de kandidaten (voorts zoals in het ontwerp)”.

¹⁰ Bij artikel 8 van het ontwerp wordt een nieuw artikel *8bis* ingevoegd in het koninklijk besluit van 29 oktober 2001. De inleidende zin moet bijgevolg worden aangepast aangezien dat nieuwe artikel tussen de artikelen 8 en 9 wordt ingevoegd (en niet tussen de artikelen 7 en 8).

¹¹ Wat artikel 9 van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar de versie van artikel 9 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 2004. De redactie van de ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden aangepast wat betreft de gewijzigde leden (artikel 9, tweede en derde streepje).

¹² Wat betreft artikel 12, eerste streepje, van het ontwerp (ontworpen artikel 19, § 2, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001), heeft de schrapping van de woorden “of -3” tot gevolg dat men dient te schrijven “van een managementfunctie -1 of -2”. De steller van het ontwerp moet ook nagaan of die formulering niet de voorkeur verdient boven de formulering “-1 en -2” die in artikel 13, tweede streepje, van het ontwerp wordt gebruikt.

¹³ Artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 bevat al een punt 5°, ingevoegd bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 februari 2017.